

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Crise-systemique-globale-Du-coup-d-Etat-de-l-Eurozone-a-l-isolement-tragique-du-Royaume-Uni-la-dislocation-geopolitique-mondiale-accelere>

**Crise systémique globale Du «  
coup d'Etat de l'Eurozone » à  
l'isolement tragique du  
Royaume-Uni, la dislocation  
géopolitique mondiale  
accélère son rythme.**

Date de mise en ligne : dimanche 16 mai 2010

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---



Comme anticipé par LEAP/E2020 dans les GEAB N°40 (Décembre 2009) et N°42 (Février 2010), le Printemps 2010 marque bien un point d'inflexion de la crise systémique globale, caractérisé par son aggravation brutale du fait de l'ampleur insoutenable des déficits publics (voir GEAB N°39, Novembre 2009) et de l'inexistence de la reprise tant annoncée (voir GEAB N°37, Septembre 2009). Les dramatiques conséquences sociales et politiques de ces évolutions reflètent par ailleurs bien le début du processus de dislocation géopolitique mondiale, comme anticipé dans le GEAB N°32 (Février 2009). Enfin, les récentes décisions prises par les dirigeants de la zone Euro confirment les anticipations de LEAP/E2020, inverses du discours dominant de ces derniers mois, sur le fait que non seulement l'Euro n' « exploserait pas » à cause du problème grec, mais qu'au contraire la zone Euro sortirait renforcée de cette étape de la crise [1]. On peut même estimer que depuis la décision de la zone Euro, sorte de « coup d'Etat de l'Eurozone » soutenu par la Suède et la Pologne, de créer ce vaste dispositif de protection des intérêts de 26 Etats membres de l'UE [2], la donne géopolitique en Europe a radicalement changé. Parce qu'elle va à l'encontre des préjugés qui façonnent leur vision du monde, il va bien entendu falloir quelques mois à la plupart des médias et opérateurs pour se rendre compte que derrière l'apparence d'une décision budgétaire-financière purement européenne, il s'agit d'une rupture géopolitique à l'impact mondial.



**Accroissement actuel des dettes nationales pour les USA, le Royaume-Uni, l'Eurozone et le Japon (en vert : % de la dette par rapport au PIB / en rouge : augmentation prévue de la dette pour 2009 et 2010 / en jaune : données pour l'Allemagne)**

► **Source :**

### **Coup d'Etat de l'Eurozone à Bruxelles : Les Etats fondateurs de l'UE en reprennent le contrôle**

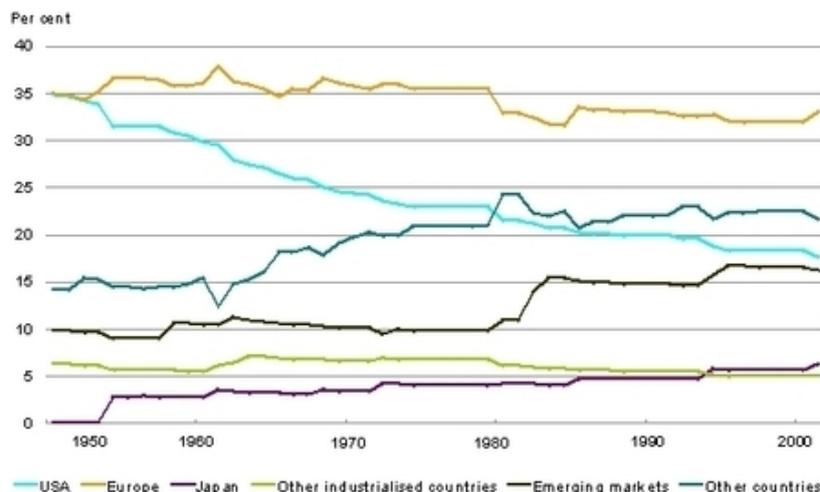
Nous analysons donc en détail dans ce GEAB N°45 les nombreuses conséquences pour les Européens et pour le monde de ce qui peut être appelé le « coup d'Etat » de l'Eurozone au sein de l'UE : face à l'aggravation de la crise, les Seize ont effet pris le contrôle des leviers de l'UE, construisant de nouveaux outils qui ne laissent plus d'autre choix aux autres membres que de suivre ou de s'isoler dangereusement. Dix des onze autres Etats membres ont

décidé de suivre, à l'image des deux plus importants d'entre eux, la Suède et la Pologne qui ont choisi de participer activement au dispositif mis en place par l'Eurozone (les huit autres sont actuellement, soit en train de négocier leur entrée dans la zone Euro comme l'Estonie dès 2011 [3], soit assistés directement par la zone Euro comme la Lettonie, la Hongrie, la Roumanie, ...). C'est une (r)évolution que notre équipe avait bien anticipée depuis plus de trois ans. Récemment nous avons même précisé qu'il fallait s'attendre à une évolution rapide de la position de la zone Euro une fois les élections régionales allemandes et l'élection législative britannique passées. Cependant, nous n'avions pas imaginé qu'elle se ferait en quelques heures, ni avec une telle audace quantitative (son montant de 750 Milliards Euros, soit 1.000 milliards USD) et qualitative (prise de contrôle de l'UE par l'Eurozone [4] et bond en avant en terme d'intégration économique et financière).

Toujours est-il que, sans le savoir et sans qu'on leur ait demandé leur avis, 440 millions d'Européens environ viennent d'entrer dans un nouveau pays, l'Euroland, dont certains partagent déjà la monnaie, l'Euro, et dont tous partagent désormais l'endettement et les moyens communs de surmonter les problèmes importants qu'il pose dans le contexte de la crise systémique globale. Les choix budgétaires et financiers effectués lors du Sommet du week-end du 8 Mai en termes de réponse à la crise de l'endettement public européen peuvent être appréciés différemment selon l'analyse que l'on fait de la crise et de ses causes. Et LEAP/E2020 développe ses propres analyses en la matière dans ce GEAB N°45. Mais, il n'est plus discutable qu'une rupture radicale de la gouvernance de l'Europe vient de prendre place : une gouvernance collective continentale vient d'émerger brutalement, ironiquement, 65 ans exactement après la fin de la Seconde Guerre Mondiale, célébrée d'ailleurs en grande pompe à Moscou le même jour [5] et au moment de la célébration de la fête de la création de la [Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier](#), l'ancêtre commun de l'UE et de l'Euroland. Cette simultanéité n'est pas une coïncidence [6] et marque une étape importante dans la dislocation géopolitique mondiale et la reconstitution de nouveaux équilibres globaux. Sous la pression des événements déclenchés par la crise, l'Eurozone a ainsi entrepris de prendre son indépendance par rapport au monde anglo-saxon dont les marchés financiers restent encore l'expression. Ces 750 Milliards Euros et cette nouvelle gouvernance européenne (des 26) constituent la mise en place d'un rempart contre les prochaines tempêtes générées par l'endettement insupportable de l'Occident, et qui vont affecter le Royaume-Uni puis les Etats-Unis (cf. GEAB N°44, créant des désordres dont la « crise grecque » n'aura donné qu'un faible aperçu.

### **Le FME privera à terme le FMI de 50% de sa principale contribution, celle des Européens**

A ce propos, LEAP/E2020 souhaite rappeler une vérité que la plupart des médias ignorent depuis plusieurs semaines : contrairement au discours dominant, le FMI c'est d'abord et avant tout de l'argent européen. En effet, un Dollar sur trois du FMI est apporté par les Européens, contre seulement un sur six pour les USA (leur part a été divisée par deux en 50 ans). Et l'une des conséquences des décisions européennes de ces derniers jours, c'est que cela ne sera plus le cas très longtemps. Notre équipe est convaincue que d'ici trois ans au plus tard, quand il sera temps de pérenniser en Fonds Monétaire Européen le fonds d'intervention créé les 8 et 9 Mai 2010, l'UE réduira d'autant sa contribution au FMI. On peut estimer dès maintenant que cette réduction de la contribution européenne (hors UK) sera d'au moins 50% : cela permettra au FMI de devenir plus global en rééquilibrant automatiquement les parts des BRIC, et en obligeant dans la foulée les USA à abandonner leur droit de veto [7] ; mais cela contribuera également à le marginaliser fortement puisque l'Asie a déjà créé son propre fonds d'intervention d'urgence. C'est un exemple qui illustre combien les décisions européennes du début mai 2010 sont grosses de changements géopolitiques d'envergure à l'échelle des toutes prochaines années. Il est d'ailleurs peu probable que la plupart des décideurs impliqués dans le « coup d'Etat de l'Eurozone » aient bien compris les implications de leurs décisions. Mais personne n'a jamais dit que l'Histoire était principalement écrite par des gens qui comprenaient ce qu'ils faisaient.



### Evolution des contributions au FDI par pays/zone (1948-2001)

► Source : FMI / Danmarks National Bank - 2001

### Le Royaume-Uni : isolé désormais face à une crise historique

L'une des causes et des conséquences à la fois de cette évolution, c'est la complète marginalisation du Royaume-Uni. Son affaiblissement accéléré depuis le début de la crise, concomitant à celui de son parrain américain, a créé la possibilité d'une reprise en main complète et sans concessions de l'évolution du projet européen par les Continentaux. Et cette perte d'influence renforce en retour la marginalisation de la Grande-Bretagne puisque les élites britanniques sont piégées dans le déni de réalité qu'elles ont également fait partager à leur peuple. Aucun des partis britanniques, pas même à ce stade les Libéraux-Démocrates pourtant plus lucides que les autres forces politiques du royaume, ne peut envisager revenir sur des décennies de discours accusant l'Europe de tous les maux et affublant l'Euro de toutes les tares. En effet, même si leurs dirigeants se rendaient compte de la folie d'une stratégie consistant à isoler chaque jour un peu plus la Grande-Bretagne alors même que la crise mondiale passe à la vitesse supérieure, ils se heurteraient à cet euroscepticisme public qu'ils ont entretenu au cours des années passées. L'ironie de l'Histoire a encore été bien présente au cours de ce week-end historique des 8/9 Mai 2010 : en refusant de se joindre aux mesures défensives et protectrices communes de l'Eurozone, les élites britanniques ont de facto refusé d'attraper la dernière bouée de sauvetage qui passait à leur portée [8]. Le continent européen va maintenant se contenter de les regarder essayer de trouver les 200 Milliards Euros dont leur pays a besoin pour boucler le budget de cette année [9]. Et si les dirigeants londoniens pensent que les spéculateurs de la City auront des états d'âmes pour briser la Livre sterling et vendre les Gilts, c'est qu'ils n'ont pas bien compris l'essence même de la globalisation financière [10], ni consulté les nationalités de ces mêmes opérateurs [11]. Entre Wall Street qui est prêt à tout pour attirer les capitaux mondiaux (il suffit de demander à la place suisse ce qu'elle pense de la guerre que se livrent les places financières mondiales), Washington qui se démène pour aspirer toute l'épargne mondiale disponible et un continent européen qui s'est dorénavant placé sous la protection d'une monnaie et d'un endettement communs, les jeux sont déjà faits. Nous n'en sommes toujours qu'à l'étape du drame, car les principaux acteurs anglais n'ont pas encore compris le piège dans lequel ils se sont enfermés ; d'ici quelques semaines, nous passerons à la tragédie britannique car, à l'été, tout le Royaume-Uni aura identifié le piège historique dans lequel le pays s'est placé tout seul.

Ainsi, au moment où l'Euroland émerge à Bruxelles, le Royaume-Uni se débat avec un Parlement indécis, l'obligeant à passer par un gouvernement de coalition qu'il n'a pas connu depuis 1945 et qui conduira le pays à de nouvelles élections d'ici la fin 2010.

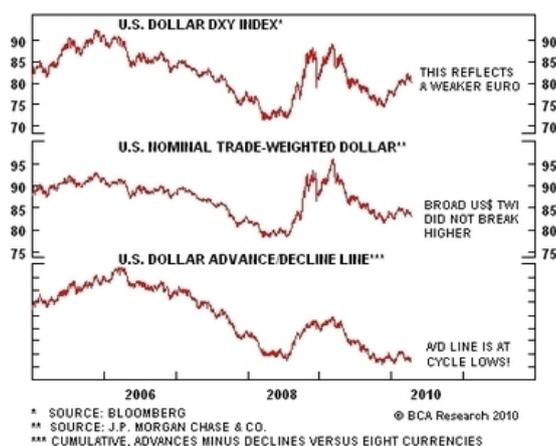
**Des élites et un peuple britannique dans la difficulté qui vont devoir « penser l'impensable »**

Quoiqu'en disent les protagonistes de la coalition qui s'installe à la tête du Royaume-Uni, LEAP/E2020 estime en effet très improbable que cette alliance puisse durer plus de quelques mois. La structure très disparate des deux partis concernés (les Conservateurs comme les Libéraux sont très divisés sur nombre de sujets), conjuguée aux décisions impopulaires, conduit cet attelage tout droit vers des crises internes à chaque parti et donc à une chute du gouvernement. Les Conservateurs vont d'ailleurs jouer cette carte car, à la différence des Libéraux-Démocrates, ils ont les moyens financiers de « se payer » une nouvelle campagne électorale d'ici fin 2010 [12]. Mais, l'écueil sous-jacent le plus dangereux est d'ordre intellectuel : pour éviter la tragédie qui s'annonce, le Royaume-Uni va devoir « penser l'impensable », reconsidérer ses convictions profondes sur son identité insulaire, sa « nature » trans-atlantique, son rapport à un continent désormais en voie d'intégration complète, lui qui depuis des siècles pense le continent en terme de division. Pourtant la problématique est simple : si le Royaume-Uni a toujours estimé que sa puissance dépendait de la division du continent européen, alors en toute logique, au vu des événements en cours, il doit désormais reconnaître qu'il s'achemine vers l'impuissance ... et en tirer les conclusions pour lui aussi effectuer un « saut quantique ». Si Nick Clegg semble équipé intellectuellement pour faire ce saut, ni les Conservateurs de David Cameron, ni les élites britanniques dans leur ensemble ne paraissent encore mûres. Dans ce cas, la Grande-Bretagne devra hélas en passer par la case « tragédie » [13].

En tout état de cause, ce week-end des 8/9 mai 2010 en Europe plonge nombre de ses racines directement dans la Seconde Guerre Mondiale et ses conséquences [14]. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques de la crise systémique globale telle qu'annoncée par LEAP/E2020 en Février 2006 dans le GEAB N°2 : elle met « fin à l'Occident tel qu'on le connaît depuis 1945 ».

Une autre de ces caractéristiques est l'envolée du cours de l'or (en particulier par rapport au Dollar US), face à la crainte croissante concernant l'ensemble des monnaies fiduciaires (voir GEAB N°41, Janvier 2010) [15] ; car, pendant que tout le monde parle de l'évolution de l'Euro par rapport au Dollar US, le Dollar reste à ses niveaux historiques les plus bas quand il est mesuré par rapport à ses principaux partenaires commerciaux (voir graphique ci-dessous), signe de la faiblesse structurelle de la devise américaine. Dans les mois à venir, comme anticipé par GEAB, l'Euro va retrouver son niveau d'équilibre de moyen terme, au-dessus de 1,45\$/Euros.

Dans ce numéro, avant de présenter ses recommandations concernant les devises, la bourse et l'or, LEAP/E2020 analyse ainsi plus en détail la pseudo-reprise américaine qui est essentiellement une vaste opération de communication destinée en interne à faire repartir la consommation des ménages (tâche impossible désormais) et en externe à éviter l'affolement des créiteurs étrangers (au mieux ce seront quelques trimestres de gagnés). Les Etats-Unis prétendent ainsi pouvoir échapper à une brutale cure d'austérité, comme les autres pays occidentaux ; alors qu'en fait de reprise, c'est une « déprise » ou une « unrecovery » comme le titre avec humour Michael Panzner dans un article exemplaire publié le 27/04/2010 dans [Seeking Alpha](#).



## Evolution du Dollar Index rapporté aux principaux partenaires commerciaux, et de l'index des hausses et

## baisses cumulées du Dollar par rapport aux huit devises principales

► Source : BCA Research, Bloomberg, JP Morgan Chase, 04/2010

[GEAB N°45](#) , le 15 mai 2010.-

*Post-scriptum :*

**Notes :**

---

[1] La faiblesse très relative de l'Euro par rapport au Dollar US constitue un énorme avantage compétitif pour les exportations de l'Eurozone et handicape au contraire les tentatives américaines de réduire le déficit commercial du pays (d'ailleurs le déficit commercial US s'est accru en Mars 2010). Les prochains mois vont voir cette détérioration s'accroître. Source : AP/NDTV, 12/05/2010

[2] Le Royaume-Uni s'est en effet de facto placé hors de cette protection. Pour notre équipe, c'est une étape de plus franchie par le Royaume-Uni en direction de la crise historique dans laquelle il va se débattre, tout seul, à partir de l'été 2010. Même le Financial Times s'est fait l'écho de ce risque croissant. S'il faut faire une comparaison avec la crise du système bancaire de 2008, le Royaume-Uni ressemble de plus en plus à Lehman Brothers, pilier d'un système qui refuse de s'avouer qu'un opérateur si central puisse être aussi dangereusement affaibli et qui finit par provoquer un effondrement du système lui-même. Pour pousser l'analogie une étape plus loin, demandez vous qui va jouer le rôle d'AIG dans les semaines et mois qui suivront ? Source : CNBC, 11/05/2010

[3] C'est en Juillet 2010 que la décision finale sera prise. Source : France24, 12/05/2010

[4] Le 9 Mai 2010, les 27 ministres des finances de l'UE ont en effet été sommés d'endosser les décisions du sommet de l'Eurozone qui avait réuni la veille les seize chefs d'Etat et de gouvernement de la zone Euro, faute de quoi l'Eurozone agirait seule et laisserait donc les onze autres pays dépourvus de protection face à la crise financière. Seul le Royaume-Uni, par réflexe et du fait de sa crise politique, a refusé le « diktat » mais sans être en mesure de s'y opposer comme il aurait pu le faire il y a encore un an, avant que son influence ne commence à s'effondrer.

[5] Source : RFI, 09/05/2010

[6] Non pas que Moscou ait quoique ce soit à voir avec les décisions prises à Bruxelles les 8 et 9 Mai

[7] Source : Bretton Woods Project, 19/03/2008

[8] A ce sujet, LEAP/E2020 voudrait tordre le cou à la fable monétaire qui circule à longueur de médias économiques et reprise en coeur par la plupart des économistes : le fait de pouvoir dévaluer sa monnaie à « volonté » n'est pas du tout un facteur d'indépendance, ni un instrument constructif de sortie de crise ; bien au contraire. D'une part, ces dévaluations sont imposées par les « marchés », c'est-à-dire par des forces extérieures au pays dont la dernière préoccupation est l'intérêt du peuple concerné par la dévaluation ; d'autre part, ces dévaluations conduisent inévitablement à un appauvrissement du pays et à sa dépendance croissante vis-à-vis de ses partenaires aux devises plus fortes qui, dans un système de libre circulation des capitaux, peuvent acheter les « bijoux de famille » du pays à peu de frais. Le processus en cours dans l'Eurozone, qui impose en effet de difficiles cures d'austérité, est entrepris dans un cadre collectif avec pour objectif de permettre aux Etats concernés de rétablir des finances publiques saines tout en préservant les grands équilibres du modèle socio-économique européen. Face à l'Eurozone, le FMI n'est qu'un acteur secondaire, qui n'est là que pour apporter un peu d'expertise technique et quelques dizaines de milliards d'Euros d'appoint, dizaines de milliards qui sont une part bien modeste de la grosse contribution des Européens au FMI en 2010 : plus de 30% du total, contre à peine plus de 15% pour les Etats-Unis.

[9] Et ce n'est pas parce que c'est un Français qui le dit publiquement, à savoir Jean-Pierre Jouyet, président de l'Autorité française des Marchés Financiers et ancien ministre des Affaires européennes, que c'est nécessairement faux. Source : Le Figaro, 11/05/2010

[10] Comme le souligne fort justement Paul Mason dans son article publié sur la BBC le 11/05/2010, les réactions des marchés vont affecter le Royaume-Uni et, en matière d'obligations, à la différence des actions, la taille des opérateurs peut faire toute la différence.

[11] Il va être très intéressant de suivre le conflit avec la City que la coalition au pouvoir à Londres déclare vouloir ouvrir en annonçant qu'elle va morceler les grandes banques britanniques d'ici un an. Source : Telegraph, 12/05/2010

[12] Source : DailyMail, 04/05/2010

[13] Et nous ne nous attardons même pas sur l'émergence croissante de la « question anglaise » au sein d'un Royaume de plus en plus désuni suite aux « dévolutions » successives qui autonomisent de plus en plus l'Ecosse, le pays de Galles et l'Ulster. Il faut lire à ce sujet le très intéressant article de Tim Luckhurst, publié le 09/05/2010 dans The Independent.

[14] Et même au-delà puisque David Cameron (43 ans) est le plus jeune premier ministre britannique depuis 200 ans et George Osborne (38 ans) le plus jeune Chancelier de l'Echiquier depuis 125 ans. Cela suffira-t-il ? Rien n'est moins certain puisque les lecteurs du GEAB savent que nous estimons que la crise remet en cause un ordre du monde établi il y a près de quatre cents ans, instituant la City de Londres comme place financière mondiale. Peut-être faudra-t-il aller chercher des dirigeants britanniques aux qualités inconnues depuis plus de quatre cents ans ? Source : Telegraph, 12/05/2010

[15] Signe des temps, l'Emirates Palace, l'hôtel le plus luxueux d'Abou Dhabi, vient de mettre en place le premier distributeur automatique de mini-lingots d'or, en lieu et place des traditionnels distributeurs de billets. Source : CNBC, 13/05/2010